



FRANCE

Laurent Wauquiez : « Ne faisons pas semblant d'avoir tout réussi »

Sans détours.

Que retenir du sarkozysme ?
Le vice-président de l'UMP
se lance dans ce devoir
d'inventaire qui fait si peur
à la droite.

PAR MICHEL REVOL

Le droit d'inventaire du sarkozysme, c'est un peu comme Voldemort dans « Harry Potter » : tout le monde y pense, mais personne ne l'évoque de peur de déclencher la foudre. Les quelques ténors de la droite qui s'y sont essayés, comme Hervé Novelli il y a une poignée de jours, l'ont fait avec moult précautions, quand ils ne rétrofédaient pas sitôt leur critique émise. Laurent Wauquiez, ancien ministre et député UMP de Haute-Loire, y va franco. Pour *Le Point*, il dresse un inventaire exhaustif de la présidence sarkozyste, qu'il englobe dans les dix années de pouvoir de la droite.

Le Point : Tout le monde parle du droit d'inventaire de la présidence Sarkozy, mais personne ne s'y

risque vraiment. Quel est le problème ?

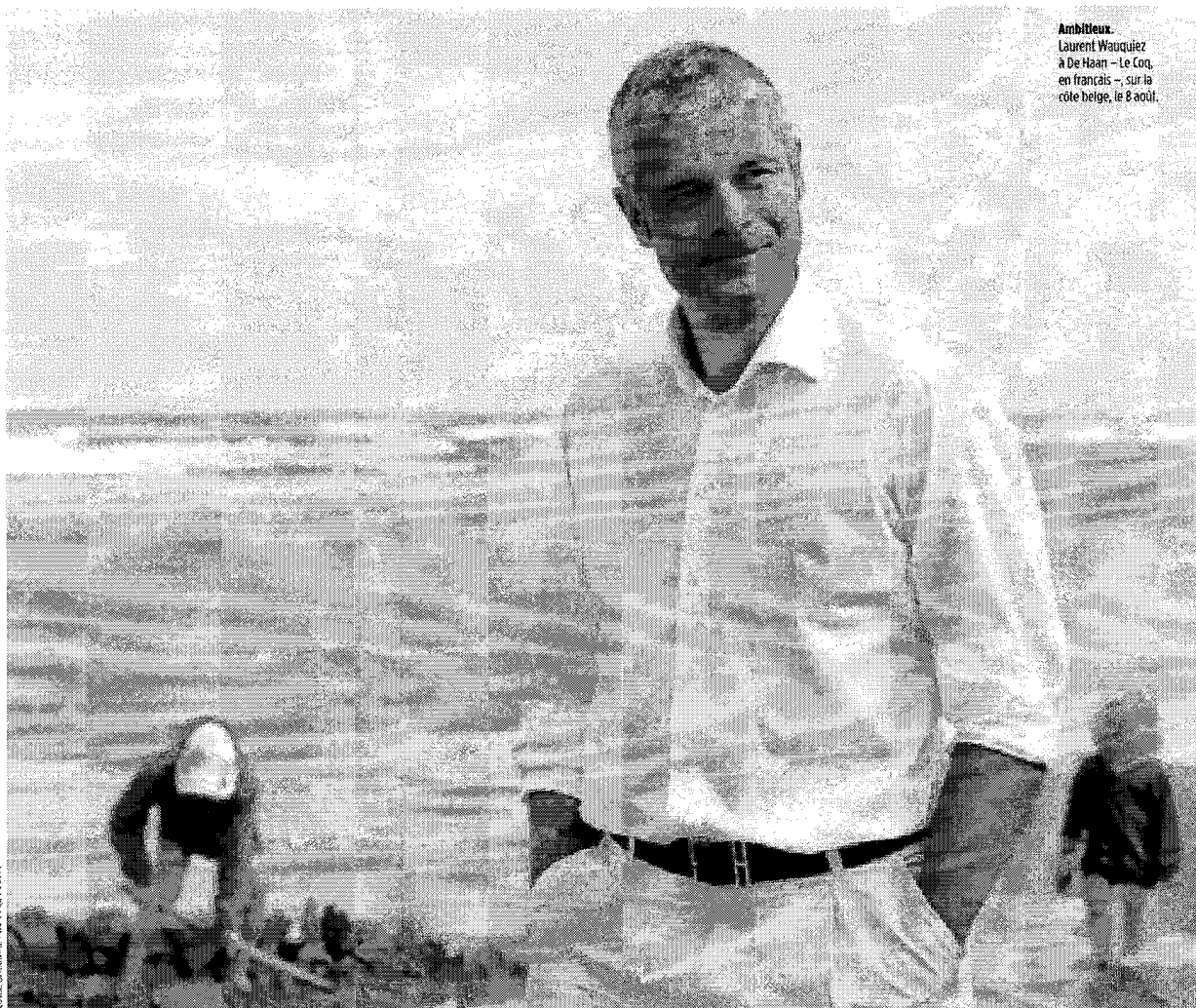
Laurent Wauquiez : Il ne s'agit pas d'un droit d'inventaire, mais d'un devoir d'inventaire. On ne construit pas l'avenir sans tirer les leçons du passé. Après notre échec électoral, les Français ne comprendraient pas que nous fassions semblant que tout a été réussi. C'est une question d'honnêteté. La droite a été au pouvoir pendant ces dix années, il faut donc en tirer le bilan si on ne veut pas revenir aux responsabilités en refaisant les mêmes erreurs.

Mais pourquoi est-ce si dur à faire ?

Parce que ce n'est jamais facile de se remettre en cause. Mais si je veux lancer le débat maintenant, c'est parce qu'il y a un risque. Vous connaissez la maxime ■■■



Ambitieux.
Laurent Wauquez
à De Haan - Le Coq,
en français -, sur la
côte belge, le 8 août.



FLOHIE BRICQPIRE HUBA & LE POINT >



■ ■ ■ « Quand on se regarde on s'inquiète, quand on se compare on se rassure » ? Or l'année des socialistes au pouvoir a été calamiteuse, elle peut donc donner l'illusion à la droite que son propre inventaire est superflu. Ce serait une lourde erreur. Il n'y aura pas de reconstruction solide pour la droite ni de nouveau lien avec les Français si on n'analyse pas ce qui s'est passé.

Cette frilosité n'est-elle pas aussi due à Nicolas

Sarkozy, que peu à droite osent affronter ?

Evitons que l'inventaire ne serve à instruire une espèce de procès stalinien de Nicolas Sarkozy. C'est d'autant plus inacceptable de la part de ceux qui ont exercé des responsabilités à ses côtés pendant cinq ans.

Vous pensez à qui ?

Roselyne Bachelot, dont le comportement a été à la fois peu élégant et inutile. Le droit d'inventaire, ce doit être un bilan collectif, du président aux ministres. J'ai un immense respect pour Nicolas Sarkozy, j'ai beaucoup appris à ses côtés, mais cela n'a rien à voir avec la question de notre responsabilité collective dans les réformes conduites. J'ajoute que cet exercice doit être tourné vers l'avenir. Plutôt que de tourner à l'autoflagellation, il doit servir de base pour nous améliorer. Enfin, j'aimerais que le devoir d'inventaire porte sur les dix années de responsabilités de la droite.

Quel est donc votre jugement sur ces années ?

Commençons par le positif, parce qu'il y en a beaucoup. Entre 2002 et 2007, je retiens la défense de la laïcité et la lutte contre le communautarisme ; au bilan positif de 2007 à 2012, la gestion de la crise mais aussi plusieurs réformes majeures comme le service minimum, les universités ou les investissements d'avenir pour redonner un élan au pays comme les lignes de TGV, la recherche, etc. Et, au bilan des deux, une parole forte de la France à l'international.

Et les échecs ?

D'abord, une idée simple : on n'a pas été sanctionnés parce qu'on en a trop fait sur la sécurité et l'immigration, mais parce qu'on n'en a pas assez fait sur l'économie et le social. Il y a, ensuite, les sujets que nous n'avons pas su ouvrir, et les réformes sur lesquelles nous ne sommes pas allés assez loin. Prenons les 35 heures. On a tiré à boulets rouges dessus pendant des années en expliquant que tous les maux de l'économie française en découlaient, et on sort de dix ans de pouvoir sans les avoir corrigées. C'est juste incompréhensible !

Il y a eu toutefois des aménagements, avec la défiscalisation des heures sup.

Il fallait abolir les 35 heures. On ne peut avoir ce grand écart entre les paroles et les actes. De même, nous n'avons pas corrigé les dérives de l'assistanat. Ayons l'honnêteté de dire que le RSA n'est qu'un RMI repackagé. Il comprend les mêmes travers, avec des gens qui, sans travailler, gagnent autant que ceux qui travaillent.

D'autres loupés ?

Les normes. Avec le principe de précaution et le

Grenelle de l'environnement, on a ouvert la boîte à normes. On laisse des rafales de normes administratives étouffer le pays : droit du travail, sécurité, réglementations diverses... Tout ceci coûte cher en termes de compétitivité.

Le mille-feuille administratif est tout aussi sclérosant...

Oui. L'organisation administrative est devenue ubuesque. L'essentiel des capacités d'investissement du pays sert à construire des salles polyvalentes et des ronds-points, on a plus de communes que toute l'Europe réunie, on a plus de députés et de sénateurs que les Etats-Unis... Ça suffit !

Il y a donc aussi des réformes inabouties, selon vous ?

Oui. Il était courageux de s'y attaquer, mais on n'est pas allé assez loin. Je pense à la formation professionnelle – j'en suis responsable, je m'applique le devoir d'inventaire ! Ce fut un dossier très délicat, parce qu'on se heurte à des corporatismes et qu'il était difficile d'attaquer cette réforme en même temps que celle des retraites. On a cru pouvoir réformer par le dialogue social, mais l'accord des syndicats était surtout un accord pour que rien ne change ! C'est une autre leçon : les politiques doivent assumer leur responsabilité sur des sujets difficiles sans se défausser sur le dialogue social. On ne peut pas attendre des syndicats qu'ils fassent ce travail. A l'inverse des idées reçues, en Allemagne, les grandes réformes, comme celles de Schröder, n'ont pas été faites par des négociations collectives.

Sur les retraites, à la différence de l'Allemagne, vous êtes aussi restés au milieu du gué...

Il faut reconnaître à Nicolas Sarkozy et François Fillon le courage d'avoir repoussé l'âge de départ à la retraite. Mais, en ce qui concerne les régimes spéciaux, on a obtenu à l'arrivée un système presque plus coûteux que ce qui existait avant !

Le marché du travail n'a pas, lui non plus, été assoupli, à l'inverse des promesses.

Non. La rupture conventionnelle du contrat de travail est un pas en avant, mais il reste bien des rigidités dans le droit du travail. De même, on n'a pas réformé l'assurance-chômage pour qu'elle favorise le retour à l'emploi.

Ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux, était-ce suffisant pour réformer l'Etat ?

Il faut quand même rendre hommage à l'effort sans précédent qui a été réalisé. Xavier Darcos et Luc Chatel ont ainsi, dans l'Education nationale, tenu l'objectif. Mais quand on compare avec ce qui a été fait dans des pays comme le Canada ou l'Allemagne, on voit bien qu'on ne peut réformer véritablement sans changer

« On sort de dix ans de pouvoir sans avoir corrigé les 35 heures. C'est juste incompréhensible ! »





l'organisation administrative, depuis les grands corps de l'Etat jusqu'aux collectivités locales.

Certaines réformes, comme la TVA sociale, sont arrivées bien tard...

C'est une très bonne intuition, mais quel dommage qu'elle n'ait pu être lancée qu'à la fin du quinquennat !

La crise peut-elle expliquer ces ratés, ou ces contretemps ?

Elle explique évidemment la dégradation des finances, du chômage ou de la croissance, ce que comprennent tous les Français. Mais elle ne peut servir d'alibi pour des réformes à moitié faites. La réalité, c'est qu'en dix ans on a sans doute amélioré le fonctionnement du pays, mais on n'a pas redonné un vrai souffle ni interrompu la menace du déclin. D'autres pays, comme l'Allemagne, l'Angleterre ou la Suède, ont été capables à certains moments de se réinventer. Est-ce que nous, nous avons changé la donne sur la compétitivité des entreprises, l'absurdité du système social ou la place des classes moyennes ? Non. On a amélioré à la marge. Mais on n'a pas su inverser le cours du pays.

Vous ne parlez pas du style Sarkozy. Il ne serait donc pas en cause dans l'échec de 2012 ?

Je n'y crois pas. Ce que demandent les Français, c'est : « Est-ce que le pays va mieux ou non ? » Ce qu'ils attendaient de nous, c'était d'aller plus loin. Notre échec n'est pas d'être allé trop loin, c'est de ne pas être allé assez loin...

La campagne de 2012 a-t-elle été manquée ?

Je voudrais balayer une fausse explication, qu'on entend souvent. Nous aurions échoué à cause d'une campagne électorale trop à droite. C'est un raisonnement politique d'une grande pauvreté et d'un grand mépris pour les électeurs ! On n'échoue pas pour deux mois de meetings, on échoue sur ce qu'on n'a pas fait pendant cinq ans. Le problème, ce ne sont pas les paroles trop fortes, c'est l'insuffisance des

Bon élève. Laurent Wauquiez et Nicolas Sarkozy dans une agence Pôle emploi, à Châtelleraut, en 2009. Durant son exercice, le secrétaire d'Etat à l'emploi a piloté la fusion ANPE-Assedic.

actes. Mais surtout, le reproche de droitisation durant la campagne est le leur de ceux qui sont animés par une vision de la droite enfermée dans un politiquement correct de gauche.

Votre inventaire est fait. Quelle leçon en tirer ?

La première leçon porte sur les convictions. La gauche échoue parce que ses idées ne sont pas adaptées à la réalité du pays, la droite parce qu'elle n'a pas le courage de les mettre en application quand elle arrive au pouvoir. Elle doit enfin assumer ses idées et ses convictions. La seconde leçon est celle du renouvellement de la pratique politique dans le rapport à la vérité. Cela fait trop longtemps que les politiques nient les réalités qui sont en face de nous : la nouvelle donne de la compétition internationale que l'on feint de défier en bandant les muscles, les absurdités de notre système social, les gaspillages de la dépense publique, etc. Notre débat politique est étouffé par ces tabous. A force de raconter tout et n'importe quoi, on est entré dans une ère du soupçon. Je souhaite moins de paroles, plus d'actes. Trois exemples. Si nous refusons les augmentations d'impôts, il faut dire où nous ferons des économies. Deuxièmement, pour les municipales, prenons des engagements clairs pour que dans les mairies que nous gagnerons on baisse la dépense publique et les impôts. Enfin, on a été contre le mariage pour tous. Si on revient au pouvoir, il faudra donc abroger ce texte et ne pas rejouer le sketch des 35 heures.

La vérité, le courage, on a déjà entendu le refrain ! Nicolas Sarkozy l'incarnait, d'ailleurs...

Je parle du courage de la page blanche. La leçon de cet inventaire, c'est que la réformette dans un système sclérosé est insuffisante. Prenez les retraites. On peut toujours ajuster les annuités par-ci, le départ à la retraite par-là, tant qu'on n'aura pas mis à égalité le public et le privé, aboli tous les régimes spéciaux et basculé vers un système à points, on ne résout rien. Il faut aussi agir vite et mener toutes les grandes réformes dès les six premiers mois.

A vous entendre, Nicolas Sarkozy n'a pas été un très grand président...

Bien au contraire, et il y a beaucoup de leçons à tirer de son quinquennat. Mais l'exercice du pouvoir ne se résume pas à une seule personne. Nos échecs depuis trente ans ne sont pas dus à la personnalité d'untel ou untel.

Est-il le meilleur candidat de la droite pour 2017 ?

Se poser d'emblée la question de notre candidat en 2017 est une erreur. Il ne faut pas avoir la paresse de croire qu'on pourra revenir en 2017 avec les recettes de 2002 ou 2007. Cette question n'est pas celle des hommes, c'est celle de notre capacité à renouveler nos idées et notre exercice du pouvoir ■

« On a amélioré à la marge. Mais on n'a pas su inverser le cours du pays. »